

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q2/FJI/11
G/SCM/Q3/FJI/15
27 novembre 2003

(03-6322)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de
l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

Prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC de la période de transition
pour l'élimination des subventions à l'exportation conformément
aux procédures énoncées dans le document G/SCM/39

Réponses aux questions des ÉTATS-UNIS¹
concernant les notifications des FIDJI²

La communication ci-après, datée du 21 novembre 2003, est distribuée à la demande de la
délégation des Fidji.

D'après l'information figurant dans le document G/SCM/Q2/FJI/8 et G/SCM/Q3/FJI/12
(daté du 1^{er} octobre 2003), le gouvernement des Fidji a mis en place un "Club des exportateurs"
chargé d'administrer un programme de suspension des droits, entré en vigueur le
1^{er} juillet 2002. Il s'agit essentiellement d'un ensemble de mesures d'incitations à
l'investissement qui permet aux exportateurs d'utiliser, dans leurs produits, des intrants dont le
prix est fixé à l'échelle mondiale afin d'améliorer la compétitivité. Le programme de suspension
des droits libère également des espèces immobilisées par le droit d'importation et la taxe sur la
valeur ajoutée (TVA), ce qui permet aux exportateurs d'opérer à leur potentiel maximal.

Question n° 1

**Veillez communiquer au Secrétariat, pour examen par le Comité SMC, une copie de la
législation établissant le programme de suspension des droits.**

Réponse

Le programme de suspension des droits a été adopté par le Parlement et fait l'objet des textes
législatifs ci-après:

¹ G/SCM/Q2/FJI/10-G/SCM/Q3/FJI/14.

² G/SCM/N/95/FJI-G/SCM/N/99/FJI.

- Loi douanière n° 9 de 2002 (programme de suspension des droits) (Amendement);
- Loi douanière n° 10 de 2002 (programme de suspension des droits) (Amendement);
- Loi n° 11 de 2002 sur le décret relatif à la taxe sur la valeur ajoutée (Amendement); et
- Règlement relatif aux douanes (programme de suspension des droits) 2002, publié au Journal officiel en tant qu'avis légal n° 35.

Question n° 2

Veillez décrire le fonctionnement du programme de suspension des droits.

Réponse

Le programme de suspension des droits relève de la catégorie de dispositions douanières connue au niveau international sous le nom de "dégrèvement (de droits) pour le traitement intérieur". Ce dégrèvement permet à certaines marchandises de pénétrer dans un territoire douanier en franchise de droits de douane et de taxes, sous réserve que lesdites marchandises soient destinées au trafic de perfectionnement passif.

En vertu de ce programme, les biens ou matières importées à des fins de perfectionnement passif ne sont soumis ni aux droits de douane ni à la TVA. Cet avantage n'est accordé que si le demandeur a l'intention concrète de mener une activité comprenant notamment l'importation de biens ou de matières et la transformation substantielle de ceux-ci en vue de leur réexportation ultérieure. L'on suppose d'emblée que les entreprises bénéficiant du programme ont une activité d'exportation ou, tout au moins, un contrat d'exportation confirmé visant des produits devant être fabriqués aux Fidji.

Question n° 3

Veillez indiquer tous les critères auxquels doivent satisfaire les investisseurs pour participer au programme de suspension des droits.

Réponse

Les entreprises ayant bénéficié ou qui auraient été en droit de bénéficier d'avantages en vertu du Programme des usines franches ou de la zone franche ou du cinquième programme d'incitations aux exportations sont encouragées à participer au programme de suspension des droits. Les entreprises qui envisagent d'exporter à l'avenir sont également encouragées à y participer.

Les entreprises qui souhaitent participer au programme de suspension des droits doivent mener une activité comprenant notamment l'importation de matières et de biens, la transformation de ceux-ci ou leur utilisation totale pour la fabrication de produits finis substantiellement différents du produit initial et dont les quatre premiers chiffres du numéro de la nomenclature douanière sont eux aussi différents.

Question n° 4

Le programme requiert-il que les prescriptions de résultats en matière de remplacement des importations ou des exportations soient respectées?

Réponse

Oui.

Question n° 5

Le programme de suspension des droits suspend-il aussi le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée?

Réponse

Oui.

Question n° 6

Veillez indiquer les produits pouvant bénéficier de la suspension des droits et, le cas échéant, de la TVA au titre du programme de suspension des droits. Les biens d'équipement peuvent-ils bénéficier de la suspension des droits et/ou de la TVA au titre du programme de suspension des droits?

Réponse

Les personnes qui fabriquent exclusivement des biens assujettis à des droits d'accise ou des biens relevant du secteur agricole ou du secteur minier sont explicitement exclues du programme.

Toute demande de participation au programme doit être accompagnée d'une liste de biens ou de matières qu'il est prévu d'importer au titre du programme. La liste approuvée sera généralement fondée sur les exportations effectives. Elle sera vérifiée par l'Organisation et transmise au Contrôleur pour approbation. Il est possible de modifier la liste approuvée en déposant une demande auprès de l'Organisation, laquelle, après examen et traitement, sera soumise au Contrôleur pour approbation finale.

Question n° 7

Veillez indiquer comment le mécanisme fonctionne pour libérer des espèces immobilisées par le droit d'importation et la TVA.

Réponse

Le programme de suspension des droits est fondé sur la valeur. Les exportateurs bénéficient de crédits en fonction de la valeur en dollars de leurs exportations. Le programme comporte également d'autres éléments: l'ouverture de crédits, le règlement mensuel des crédits ouverts, les avances, le règlement mensuel des avances de crédits, les crédits acquis, le transfert de crédits et le quotient autorisé servant à calculer le montant des exonérations auxquelles les exportateurs ont droit.

Quotient autorisé

Le Club des exportateurs détermine le quotient autorisé en consultation avec le demandeur. Le quotient autorisé doit être déterminé avant qu'une entreprise ne puisse participer au programme. Dans le cadre de celui-ci, pour chaque dollar d'exportations effectives, un membre du Club bénéficie de crédits à l'importation, en franchise de droits de douane et de TVA, pour un montant égal à la

proportion d'intrants importés nécessaires pour la production à l'exportation, ce qui constitue le quotient autorisé. Celui-ci est fonction du type d'activité entreprise.

Formule:

$\text{Quotient autorisé} = \text{Intrants importés approuvés} \div \text{exportations au titre du programme de suspension des droits}$

Exemple:

La société ABC exporte des chemises pour une valeur de 100 dollars [f.a.b.].
Les matières premières (boutons, fil, tissu, etc.) représentent 50 dollars [c.a.f.].

$$\begin{aligned} \therefore \text{Part [en \%] des matières premières dans le produit fini} &= \\ &= \text{Coût des matériaux importés approuvés} \div \text{valeur des exportations} \\ &= 50 \$ \div 100 \$ \\ &= \underline{50\%} \end{aligned}$$

Concrètement, il n'est pas obligatoire de ventiler les coûts de production pour calculer le quotient autorisé, comme indiqué par la formule. On peut aussi utiliser les relevés des importations et exportations et les états financiers vérifiés comme sources primaires pour le calcul des quotients. Cela étant, les entreprises bénéficiant du programme de suspension des droits et dont le quotient autorisé est supérieur à 65 pour cent sont tenues de soumettre la ventilation de leurs coûts de production.

Révision du quotient autorisé

Les titulaires d'une licence peuvent solliciter une modification, une révision ou une variation de leur quotient autorisé (à l'aide du formulaire DSS 4). Le Club des exportateurs vérifie alors que la demande est complète et correcte avant de la communiquer aux autorités douanières pour approbation.

Crédit d'ouverture

Le programme de suspension des droits considère que l'importation des matières doit intervenir avant la production et l'exportation ultérieure des biens produits. Les crédits d'ouverture sont accordés en fonction des relevés des importations et des exportations des deux mois précédents. Ces crédits sont remboursés mensuellement sur une période de 12 mois.

Formule:

$\text{Solde du crédit d'ouverture} = \text{Exportations au titre du programme} \times \text{quotient autorisé} \times 0,167$

Exemple:

La société ABC a exporté au cours de l'année commerciale s'achevant le 31 décembre 2001 pour une valeur de 10 millions de dollars.

Quotient autorisé fixé à 50%

$$\text{Crédit d'ouverture} = \text{Exportations au titre du programme de suspension des droits} \times \text{quotient autorisé} \times 2 \text{ mois}$$

$$\begin{aligned} \therefore \text{Crédit d'ouverture} &= 10 \text{ millions de dollars} \times 50\% \times 0,167 \\ &= \underline{\underline{835\,000,00 \$}} \end{aligned}$$

Remboursement mensuel du solde des crédits ouverts

Le crédit ouvert doit être réduit proportionnellement tous les mois, sur une période d'un an.

Formule:

$\text{Remboursements mensuels} = \text{Solde du crédit ouvert} \div 12$
--

Exemple:

Soit une ouverture de crédit de	=	835 000,00 dollars
. . . Remboursements mensuels sur une année	=	835 000,00 dollars \div 12
	=	<u>69 583,34 \$</u>

Avance de crédits

Le programme de suspension des droits considère que les exportateurs peuvent vouloir accroître le volume de leurs exportations et donc devoir importer plus de matières premières que ne leur permettraient les crédits qu'ils détiennent. Une avance de crédits supplémentaires peut leur être consentie sur présentation de pièces justificatives, dont notamment la preuve de commandes fermes. La demande d'avance de crédits est examinée et traitée par le Club des exportateurs avant d'être soumise au Contrôleur en vue de son approbation finale.

Remboursements mensuels des avances de crédits

Tout crédit avancé au titulaire d'une licence est remboursé proportionnellement sur un nombre de mois déterminé par le Club des exportateurs au cas par cas.

Formule:

$\text{Remboursements mensuels} = \text{Avance de crédits} \div \text{nombre de mois, à déterminer par l'Organisation}$

Transfert de crédits

Un titulaire de licence souhaitant transférer ses crédits d'importation à un autre membre du programme de suspension des droits doit adresser une demande au Club des exportateurs. Ce dernier examine la demande et la soumet au Contrôleur pour approbation.

Liste des matières

Chaque demandeur est tenu de fournir une liste des matières utilisées dans le processus de fabrication. Le Club des exportateurs examine cette liste avant de la transmettre au Contrôleur pour approbation finale de la liste que tous les fabricants d'un secteur donné pourront alors importer en franchise de droits.

Modification de la liste des matières approuvée

Les titulaires d'une licence peuvent faire modifier la liste des matières approuvée en adressant une demande au Club des exportateurs. Celui-ci examine la demande avant de la transmettre au Contrôleur pour approbation.

Utilisation des crédits d'importation

Les titulaires d'une licence adressent au Contrôleur une "demande d'importation de matières et d'utilisation des crédits" sous forme de pièce jointe aux documents d'importation pertinents destinés aux services douaniers (documents SAD). Les documents SAD relatifs à l'importation de biens ou de matériaux dans le cadre du programme sont examinés par l'ASYCUDA. Des données en sont extraites et servent à mettre à jour la base de données, d'un jour sur l'autre. Il convient de noter que seuls les documents SAD pour lesquels les frais auront été acquittés sont traités par l'ASYCUDA aux fins de la mise à jour du logiciel du programme de suspension des droits.

Acquisition de crédits d'importation

Les titulaires d'une licence adressent une demande au Contrôleur sous forme de pièce jointe aux documents d'exportation pertinents destinés aux services douaniers (documents SAD).

Question n° 8

Veillez décrire le Club des exportateurs et les conditions d'adhésion et de participation à celui-ci.

Réponse

Le Club des exportateurs est une entreprise dont la responsabilité est limitée par une garantie, sans capital social. Il s'agit d'une initiative privée mise en place essentiellement pour administrer le programme de suspension des droits. Il vise à améliorer la compétitivité de toutes les entreprises exportatrices des Fidji.

Question n° 9

Le gouvernement des Fidji finance-t-il le Club des exportateurs? Lui donne-t-il des instructions, le gère-t-il ou y participe-t-il d'une autre manière? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails à ce sujet.

Réponse

Non.

Question n° 10

Le programme de suspension des droits est-il de durée indéterminée? Sinon, à quelle date se termine-t-il?

Réponse

Oui.

[Avis légal n° 35]

RÈGLEMENT DOUANIER (PROGRAMME DE SUSPENSION DES DROITS), 2002

STRUCTURE DU RÈGLEMENT

1. Titre et entrée en vigueur
2. Interprétation
3. Ce règlement vient en sus d'autres prescriptions légales
4. Consignes données par le Ministre
5. Convention de Kyoto
6. Formulaire
7. Frais de transaction
8. Organisation
9. Conditions d'adhésion au programme de suspension des droits
10. Critères d'exportation et suspension des droits sur les produits d'emballage et de conditionnement
11. Cas dans lesquels la suspension des droits n'est pas autorisée
12. Demande de participation au programme de suspension des droits
13. Liste approuvée des matières importées
14. Modification de la liste approuvée des matières importées
15. Obtention et utilisation des crédits
16. Solde du crédit ouvert
17. Remboursements mensuels des crédits ouverts
18. Avance de crédits
19. Remboursements mensuels des crédits avancés
20. Crédits acquis
21. Quotient autorisé
22. Révision du quotient autorisé
23. Demande d'importation et d'utilisation des crédits d'importation
24. Demande d'exportation et d'acquisition de crédits d'importation
25. Cession de crédits
26. Paiement de droits et de taxes
27. Obligations incombant au titulaire d'une licence
28. Le Contrôleur peut affecter certaines zones de locaux désignés à diverses activités
29. Document SAD distinct pour les exportations dans le cadre du programme de suspension des droits
30. Le Contrôleur peut exiger du titulaire qu'il tienne un registre de ses activités
31. Le Contrôleur peut exiger de l'Organisation qu'elle tienne un registre de ses activités
32. Logiciel
33. Le Contrôleur est tenu de tenir un registre de toutes les licences délivrées au titre du programme de suspension des droits
34. Le Contrôleur peut déterminer la quantité et la valeur des marchandises
35. L'Organisation est tenue de signaler les infractions
36. Interdiction de détruire des marchandises
37. Accès des services douaniers
38. Violation de lois et de règlements
39. Une infraction constitue un délit

LOI DOUANIÈRE
(Loi n° 11 de 1986)

**RÈGLEMENT DOUANIER (PROGRAMME DE
SUSPENSION DES DROITS), 2002**

En application des pouvoirs qui me sont conférés par l'article 36H de la Loi douanière de 1986, j'ai établi le règlement suivant.

Titre et entrée en vigueur

1. Le présent règlement a pour titre Règlement douanier (programme de suspension des droits), 2002 et entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002.

Interprétation

2. Dans le présent règlement, sauf prescription contraire du contexte:

"demandeur" signifie une personne qui fait une demande de participation au programme de suspension des droits;

"liste approuvée" signifie la liste d'articles qui sont remis à chaque entreprise participant au programme de suspension des droits lorsqu'une licence au titre du programme est accordée à l'entreprise, précisant ou donnant le détail des articles exemptés de droits;

"programme de suspension des droits" et "programme" ont la même signification;

par "QA", on entend le quotient autorisé;

par "Convention de Kyoto", on entend la Convention internationale sur la simplification et l'harmonisation des procédures;

le "titulaire d'une licence" est la personne à qui le Contrôleur a délivré une licence au titre du programme de suspension des droits. L'entreprise détentrices d'une licence a la même signification;

par "adhésion" on entend la participation au programme de suspension des droits;

l'"Organisation" est l'organisation privée chargée d'administrer le programme de suspension des droits;

le document "SAD" signifie le document administratif unique;

"logiciel" renvoie au logiciel utilisé pour administrer le programme;

par "transformation substantielle", on entend les intrants importés qui, après fabrication ou transformation, aboutissent à un produit fini qui est substantiellement différent du produit initial et qui correspond à un produit différent dans la nomenclature, dont témoigne un changement des quatre premiers chiffres dans la nomenclature.

Ce règlement vient en sus d'autres prescriptions légales

3. 1) Sauf disposition contraire du contexte, les dispositions du présent règlement viennent compléter et non se substituer aux dispositions de toute autre loi écrite ayant trait à l'importation de biens et à leur réexportation ultérieure depuis les Fidji dans le cadre du programme de suspension des droits.

2) La délivrance d'une licence dans le cadre du programme de suspension des droits ne dégage personne de l'obligation de respecter les dispositions de toute autre loi écrite ayant trait à l'importation ou à l'exportation de ces biens.

Consignes données par le Ministre

4. Le Ministre peut donner au Contrôleur des consignes de nature générale ou spécifique, qui ne soient pas incompatibles avec les présents règlements ou avec d'autres lois, que le Contrôleur devra suivre dans le cadre de l'exercice de ses responsabilités et pouvoirs qui lui sont confiés en vertu des présents règlements; le Contrôleur doit respecter ces consignes.

Convention de Kyoto

5. Des règles et lignes directrices énoncées dans la Convention de Kyoto peuvent de temps à autre être adoptées aux fins du programme de suspension des droits.

Formulaires

6. 1) Le Contrôleur peut périodiquement établir des formulaires qui serviront pour l'administration du programme de suspension des droits.

2) Lorsqu'un formulaire approuvé par le Contrôleur donne, sous forme de note ou par tout autre moyen, une consigne ou indication claire quant à la couleur, à la taille ou aux modalités d'utilisation, ces prescriptions deviennent obligatoires.

Frais de transaction

7. 1) Chaque titulaire de licence est tenu d'acquitter une redevance ou une taxe à l'Organisation pour que celle-ci agisse en son nom.

2) Le montant de la redevance ou de la taxe est fixé par l'Organisation avec l'approbation du Contrôleur.

3) Toute augmentation ou diminution du montant de la redevance ou de la taxe que doit acquitter le titulaire d'une licence n'intervient qu'avec l'autorisation expresse du Contrôleur.

Organisation

8. 1) L'Organisation est immatriculée conformément à la Loi sur les sociétés (chapitre 247).

2) L'Organisation veille à faire en sorte que le programme de suspension des droits soit administré de manière efficace et que les incitations ne donnent lieu à aucun abus.

3) Aux fins du présent programme, l'Organisation, sous réserve de l'approbation finale du Contrôleur, est responsable de l'examen de la demande d'adhésion au programme de suspension des droits, du calcul du quotient autorisé, du calcul du crédit d'ouverture et de l'établissement de la liste des importations approuvées pour les entreprises participant au programme.

4) Les exportateurs souhaitant bénéficier des avantages conférés par le programme s'inscrivent auprès de l'Organisation.

Conditions d'adhésion au programme de suspension des droits

9. 1) Pour adhérer au programme, le demandeur doit être un exportateur qui importe des produits et matières qui seront utilisés dans un processus de fabrication ou de production par lequel ces produits ou matières seront transformés ou complètement consommés pour devenir un produit fini substantiellement différent du produit initial et dont les quatre premiers chiffres de la nomenclature seront différents de ceux du produit initial.

2) Les personnes qui fabriquent uniquement des biens assujettis à des droits d'accise ou des biens relevant des secteurs agricole ou minier sont expressément exclues du programme de suspension des droits.

Critères d'exportation et suspension des droits sur les produits d'emballage et de conditionnement

10. 1) Le critère essentiel pour distinguer les exportations pouvant relever du programme de suspension des droits et celles qui ne le peuvent pas est celui de la "transformation substantielle".

2) Les droits sur les produits d'emballage et de conditionnement utilisés pour la fabrication ou la transformation de biens ou matières relevant du programme sont suspendus.

Cas dans lesquels la suspension des droits n'est pas autorisée

11. La suspension de droits n'est pas autorisée pour les marchandises suivantes:

- a) marchandises dont l'exportation est interdite par une loi quelconque;
- b) marchandises qui, selon un agent responsable, ne sont pas expédiées ou exportées de manière satisfaisante, ou dont il n'est pas rendu compte de manière satisfaisante;
- c) marchandises endommagées ou avariées; et
- d) marchandises qui n'ont pas été soumises à l'examen d'un agent responsable au lieu approuvé pour l'examen avant exportation, si l'agent responsable a demandé cet examen.

Demande de participation au programme de suspension des droits

12. 1) Quiconque souhaite participer au programme doit en faire la demande auprès de l'Organisation.

2) Tous les demandeurs doivent remplir un formulaire type et acquitter les droits exigibles.

3) Les demandes de participation sont examinées par l'Organisation qui les transmet ensuite au Contrôleur pour approbation finale.

Liste approuvée des matières importées

13. 1) Chaque demande de participation doit être accompagnée d'une liste des biens ou matières à importer dans le cadre du programme de suspension des droits.

2) La liste approuvée est le plus souvent établie à partir des exportations effectives.

3) La liste est vérifiée par l'Organisation et transmise au Contrôleur pour approbation.

Modification de la liste approuvée des matières importées

14. 1) Tout titulaire d'une licence souhaitant modifier sa liste approuvée de matières importées doit en faire la demande auprès de l'Organisation.

2) L'Organisation examine les demandes de modification de la liste approuvée avant de les soumettre au Contrôleur pour approbation finale.

Obtention et utilisation des crédits

15. 1) Le titulaire d'une licence ne peut prétendre à la suspension des droits que s'il a acquis un nombre suffisant de crédits.

2) Chaque titulaire de licence se voit accorder une ouverture de crédits conformément à la règle 16.

3) L'importation de biens ou de matières dans le cadre du programme de suspension des droits réduit le solde de crédits du titulaire d'un montant égal à la valeur des droits qui seraient normalement acquittés.

4) L'exportation de biens ou de matières dans le cadre du programme de suspension des droits augmente le solde de crédits d'un montant déterminé à la règle 20.

Solde du crédit ouvert

16. 1) Un crédit, libellé en dollars, est ouvert pour chaque titulaire de licence pour l'importation de biens et de matières dans le cadre du programme.

2) Le crédit à ouvrir est calculé par l'Organisation avant d'être soumis au Contrôleur pour approbation finale.

3) Le crédit prévu à l'alinéa 1) correspond à deux mois de la valeur effective des importations approuvées qu'il faut pour produire les exportations relevant du programme de suspension des droits cette année-là.

4) Le crédit ouvert est calculé à l'aide de la formule suivante:

Crédit d'ouverture = Exportations au titre du programme x quotient autorisé x 0,167.

Remboursements mensuels des crédits ouverts

17. 1) Le solde des crédits ouverts est réduit proportionnellement tous les mois, à partir de la fin de chaque mois civil, sur une période d'un an.

2) La réduction dont il est question à l'alinéa 1) ci-dessus peut être calculée à l'aide de la formule suivante:

$$\text{Remboursement mensuel} = \text{Solde des crédits ouverts} \div 12.$$

Avance de crédits

18. 1) Si un titulaire ne dispose pas de suffisamment de crédits pour lui permettre de procéder aux importations dans le cadre du programme, il peut demander une avance de crédits à l'Organisation.

2) Une avance de crédits est accordée au titulaire d'une licence uniquement sur présentation d'une preuve de commande ferme ou d'autres éléments de preuve que l'Organisation peut demander.

3) L'Organisation examine la demande d'avance de crédits avant de la transmettre au Contrôleur pour approbation finale.

Remboursements mensuels des crédits avancés

19. 1) Toute avance de crédit est remboursée par mensualités, à partir de la fin de chaque mois civil, sur une période déterminée par l'Organisation.

2) Les remboursements visés à l'alinéa 1) ci-dessus peuvent être calculés à l'aide de la formule suivante:

$$\text{Remboursements mensuels} = \text{crédits avancés} \div \text{nombre de mois déterminé par l'Organisation}.$$

Crédits acquis

20. 1) Le titulaire d'une licence acquiert des crédits à mesure qu'il exporte.

2) Les crédits dont il est question à l'alinéa 1) ci-dessus peuvent être calculés à l'aide de la formule suivante:

$$\text{Crédits acquis} = \text{exportations au titre du programme de suspension des droits} \times \text{quotient autorisé}.$$

Quotient autorisé

21. 1) Le quotient autorisé représente un montant égal à la part des intrants importés approuvés qu'il faut pour produire les exportations.

2) L'Organisation détermine le quotient autorisé de chaque titulaire de licence, quotient qui est soumis au Contrôleur pour approbation finale.

3) Le quotient autorisé acceptable pour chaque titulaire se situe entre zéro et 65 pour cent.

4) Le Contrôleur peut envisager d'autoriser au cas par cas un quotient supérieur à 65 pour cent sur la base de justificatifs sérieux et d'éléments de preuve convaincants.

5) Le quotient autorisé peut être calculé à l'aide de la formule suivante:

Quotient autorisé = Intrants importés approuvés ÷ exportations réalisées
dans le cadre du programme de suspension des droits.

Révision du quotient autorisé

22. 1) Tout titulaire souhaitant faire réviser ou modifier son quotient autorisé doit en faire la demande à l'Organisation.

2) Toute révision ou modification du quotient autorisé doit s'accompagner de pièces justificatives supplémentaires, dont, par exemple:

- a) chiffres des importations ou exportations de l'entreprise pour les trois années écoulées;
- b) états financiers vérifiés faisant apparaître le coût de production des matières et une estimation de la teneur du produit final en matières importées;
- c) ventilation du coût de chaque produit exporté.

3) Toute révision ou modification du quotient autorisé est soumise au Contrôleur pour approbation finale.

Demande d'importation et d'utilisation des crédits d'importation

23. Un titulaire de licence souhaitant procéder à des importations et utiliser des crédits d'importation doit adresser une demande, accompagnée d'un document SAD, au Contrôleur pour approbation.

Demande d'exportation et d'acquisition de crédits d'importation

24. 1) Le titulaire d'une licence souhaitant procéder à des exportations et acquérir des crédits d'importation doit adresser une demande, accompagnée d'un document SAD, au Contrôleur pour approbation.

2) Une fois la demande examinée et approuvée, le titulaire acquiert des crédits d'importation.

Cession de crédits

25. 1) Tout titulaire d'une licence souhaitant céder des crédits d'importation à une autre personne elle aussi détentrice d'une licence au titre du programme de suspension des droits doit en faire la demande à l'Organisation.

2) L'Organisation examine la demande et adresse une recommandation au Contrôleur en vue de la cession de crédits entre le cédant et le bénéficiaire de la cession.

3) Une fois approuvée par le Contrôleur, la cession de crédits est opérée par l'Organisation au moyen du logiciel du programme de suspension des droits; les personnes concernées en sont avisées.

Paiement de droits et de taxes

26. 1) Un titulaire de licence au titre du programme reste redevable de tous les droits et taxes dont le paiement est suspendu.

2) Sous réserve de l'alinéa 3), lorsqu'un titulaire cède ou vend son entreprise à une nouvelle personne qui n'est pas titulaire d'une licence au titre du programme de suspension des droits, ce titulaire reste redevable de tous les droits et taxes dont le paiement a été suspendu.

3) Lorsque le titulaire souhaite transférer au nouveau propriétaire son obligation d'acquitter les droits et taxes suspendus, l'autorisation préalable du Contrôleur est indispensable.

4) L'obligation d'acquitter les droits et taxes est définitivement suspendue lorsque les importations destinées à la fabrication ou à la production de biens relevant du programme de suspension des droits sont réexportées soit sous leur forme initiale soit après avoir été incorporées dans un produit fini.

Obligations incombant au titulaire d'une licence

27. 1) À moins que le Contrôleur n'en décide autrement, le titulaire d'une licence, lorsqu'il réceptionne des biens ou matières pour lesquels il demande la suspension des droits, fait une déclaration écrite, sur un formulaire homologué par le Contrôleur, certifiant que ces biens ou matières ne seront utilisés que pour la fabrication de produits pour lesquels la licence a été délivrée.

2) Un titulaire de licence ne stocke ou n'utilise de biens ou matières mentionnés à l'alinéa 1) que sur les lieux suivants:

- a) dans les locaux précisés dans la licence; ou
- b) dans d'autres locaux approuvés à cette fin par le Contrôleur.

3) Sauf autorisation écrite du Contrôleur et conformément à toute condition imposée par celui-ci, il est interdit à un titulaire:

- a) d'utiliser les biens ou matières pour lesquels il bénéficie d'une suspension des droits autrement que pour la fabrication de biens du type précisé dans la licence;
- b) de vendre ces biens ou matières ou d'en disposer autrement ou de les enlever des locaux précisés à l'alinéa 2) avant de les avoir utilisés pour la fabrication de biens du type spécifié dans la licence.

Le Contrôleur peut affecter certaines zones de locaux désignés à diverses activités

28. 1) Le Contrôleur peut désigner certaines zones des locaux du titulaire de licence pour diverses activités.

2) Nonobstant l'alinéa 1), le Contrôleur peut permettre qu'une activité existante soit menée dans les locaux existants ou à partir de ces derniers.

***Document SAD distinct pour les exportations dans le
cadre du programme de suspension des droits***

29. Les biens exportés dans le cadre du programme de suspension des droits sont consignés sur un formulaire SAD séparément des autres exportations.

Le Contrôleur peut exiger du titulaire qu'il tienne un registre de ses activités

30. 1) Aux fins de la protection des recettes publiques ou pour toute autre raison jugée nécessaire ou opportune pour le bon fonctionnement du programme de suspension des droits, le Contrôleur peut demander au titulaire de tenir un registre complet de toutes les activités menées par lui dans le cadre du programme de suspension des droits.

2) Dans le registre dont il est question à l'alinéa 1) doivent figurer notamment les renseignements suivants:

- a) tous biens réceptionnés sur les lieux ou dans les locaux où les activités sont menées;
- b) les stocks jetés et les modalités de leur évacuation ou de leur destruction;
- c) les pertes encourues du fait de déversements, d'évaporation ou pour d'autres raisons; et
- d) le bilan de tous les biens stockés sur les lieux ou dans les locaux où les activités sont menées.

3) Sauf si le Contrôleur l'en dispense, le titulaire doit respecter toutes les consignes données par le Contrôleur en ce qui concerne les questions faisant l'objet de l'alinéa 2).

4) Tout registre tenu en vertu de l'alinéa 1):

- a) doit l'être de manière indélébile et sans modification;
- b) doit, en cas d'erreur, être corrigé en barrant d'un trait unique tout en restant lisible et en apportant la correction aussi près que possible de l'erreur initiale;
- c) doit être remis à l'agent des douanes compétent, si celui-ci en fait la demande, à tout moment raisonnable;
- d) ne peut être détruit que sur approbation écrite du Contrôleur.

5) Rien dans le présent règlement n'affecte l'obligation de tenir tout registre prévu par la Loi relative à l'impôt sur le revenu (chapitre 201), par le Décret de 1991 sur la taxe à la valeur ajoutée ou par toute autre loi écrite.

***Le Contrôleur peut exiger de l'Organisation qu'elle tienne
un registre de ses activités***

31. 1) L'Organisation tient et gère les registres requis par le Contrôleur.

2) L'Organisation présente tous les mois un rapport au Contrôleur.

3) L'Organisation tient un registre des crédits obtenus par chaque entreprise dans le cadre du programme de suspension des droits.

4) L'Organisation veille à ce que toute entreprise demandant l'autorisation d'importer dispose de crédits suffisants avant de présenter sa demande au Contrôleur.

5) L'Organisation notifie le Contrôleur et lui présente un rapport lorsqu'une entreprise relevant du programme de suspension des droits a excédé son crédit et notifie le Contrôleur de toute mesure corrective prise à cet égard.

Logiciel

32. 1) L'Organisation conserve des renseignements sur chaque entreprise relevant du programme de suspension des droits: adhésion, solde de crédits, y compris les crédits d'ouverture, les remboursements, les cessions et les avances de crédits.

2) Une fois l'adhésion au programme de suspension des droits approuvée pour une entreprise, l'Organisation veille à saisir les renseignements dans le logiciel correspondant et à activer la participation de l'entreprise.

3) L'Organisation veille à l'exactitude des données informatisées sur les entreprises relevant du programme de suspension des droits et à leur mise à jour.

Le Contrôleur est tenu de tenir un registre de toutes les licences délivrées au titre du programme de suspension des droits

33. 1) Le Contrôleur tient un registre de toutes les licences délivrées au titre du programme de suspension des droits.

2) Pour chaque licence délivrée, les renseignements ci-après doivent être consignés:

- a) la date de délivrance de la licence et celle de son expiration;
- b) le nom, l'adresse légale et l'agent autorisé du titulaire de licence;
- c) la nature du négoce, de l'affaire ou de la fabrique pour lequel la licence a été délivrée;
- d) les conditions attachées à la licence;
- e) toute modification ou révocation de la licence par le Contrôleur; et
- f) toute cession de la licence approuvée par le Contrôleur dans le cadre de lois et règlements douaniers.

3) Le Contrôleur informe l'Organisation de toute inscription apportée à son registre en vertu de lois et règlements douaniers.

Le Contrôleur peut déterminer la quantité et la valeur des marchandises

34. Le Contrôleur peut, après consultation avec un titulaire de licence, fabricant ou producteur, déterminer la quantité et la valeur à l'importation de toutes marchandises ou toutes matières indispensables à la fabrication ou à la production de marchandises pour lesquelles une suspension des

droits peut être accordée; jusqu'à preuve du contraire, il sera supposé que ces marchandises ou matières ont été utilisées, pour la quantité et la valeur déclarées, pour produire ces biens.

L'Organisation est tenue de signaler les infractions

35. L'Organisation est tenue d'informer le Contrôleur de tout manquement ou de tout soupçon de manquement aux termes et conditions d'une licence ou à toute loi douanière dont elle aurait connaissance.

Interdiction de détruire des marchandises

36. 1) Un titulaire de licence ne peut procéder à la destruction de marchandises importées dans le cadre du programme de suspension des droits qu'avec l'autorisation écrite et en présence d'un agent des douanes compétent.

2) L'autorisation en vertu de l'alinéa 1) peut être obtenue en adressant une demande écrite à un agent compétent des douanes, précisant la nature et la quantité des marchandises à détruire, la date envisagée pour la destruction et les motifs de la demande.

3) Le Contrôleur peut autoriser la destruction de marchandises ou de matières importées dont la valeur est inférieure aux droits à acquitter, dans les conditions qu'il déterminera.

4) En cas de destruction de marchandises, l'agent compétent des douanes présent est tenu de délivrer un certificat au propriétaire des marchandises ou à son représentant certifiant que les marchandises ont effectivement été détruites; le certificat doit être conservé en tant que pièce justificative par le titulaire de la licence.

Accès des services douaniers

37. 1) Aux fins des lois douanières, tout agent compétent des douanes a, à tout moment raisonnable, librement accès aux locaux, véhicules ou navires d'une entreprise participant au programme de suspension des droits et peut:

- a) demander aux personnes se trouvant dans les locaux de lui présenter, pour examen, tout dossier ayant trait à n'importe quelle activité exercée dans ces locaux;
- b) saisir et garder tout dossier ayant trait à un délit en vertu des lois douanières et interroger toute personne sur ces dossiers;
- c) appréhender et fouiller tout véhicule ou navire aux fins de s'assurer qu'aucune marchandise suspecte ne s'y trouve et demander à toute personne responsable du véhicule ou du navire d'ouvrir toutes les parties du véhicule ou du navire, pour examen par l'agent;
- d) appréhender et fouiller toute personne pénétrant ou quittant les locaux d'une entreprise participant au programme de suspension des droits afin de déterminer si cette personne est en train de dissimuler des marchandises suspectes;
- e) ouvrir tout colis ou conteneur et examiner toute marchandise suspecte qui est introduite dans les locaux ou qui en est enlevée ou que l'on tente d'introduire dans les locaux d'une entreprise participant au programme de suspension des droits ou de les enlever;

- f) prélever et conserver des échantillons raisonnables de toute marchandise dans la mesure nécessaire pour l'exercice de ses fonctions en vertu des lois douanières. Un reçu officiel est délivré pour tout échantillon prélevé;
 - g) verrouiller, marquer, sceller ou, par tout autre moyen, mettre en sécurité les locaux, véhicules, navires, marchandises, matières ou toute installation de production aux fins de faire respecter les lois douanières.
- 2) Toute personne requise par un agent compétent des douanes de donner des renseignements ou de produire des documents que l'agent a pour tâche d'examiner est tenue, si elle est en mesure de le faire, de donner ces renseignements ou de produire ces documents.

Violation de lois et de règlements

38. Le Contrôleur peut également prendre les mesures ci-après s'il estime que les activités d'une entreprise participant au programme de suspension des droits ont été ou peuvent être un obstacle à la perception de recettes, qu'il s'agisse de droits de douane ou de la taxe sur la valeur ajoutée:

- a) suspendre les activités d'une entreprise participant au programme de suspension des droits;
- b) réviser un quotient autorisé;
- c) refuser d'accéder à une demande de cession de crédits d'importation entre deux entreprises participant au programme de suspension des droits;
- d) exiger qu'une entreprise participant au programme de suspension des droits remette le relevé de toutes ses exportations et importations qui y sont liées et, à cette fin, qu'elle permette l'inspection des locaux, la vérification des stocks et la photocopie de tout document pertinent;
- e) demander à l'Organisation de lui remettre un exemplaire des documents ayant trait aux opérations des entreprises participant au programme de suspension des droits; ou
- f) demander le paiement de tout ou partie des droits et taxes suspendus.

Une infraction constitue un délit

39. Quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement se rend coupable d'un délit et est passible d'une amende ne dépassant pas 2 000 dollars des Fidji; tout bien constitutif de l'infraction est passible de confiscation.

Fait à Suva, le 25 juin 2002.

J.Y. Kubuabola
Ministre des finances
et de la planification nationale

LOI N° 9 DE 2002

J.I. ULUIVUDA
Président

[1^{er} mai 2002]

LOI

PORTANT MODIFICATION DE LA LOI DOUANIÈRE

ADOPTÉE par le Parlement des îles Fidji.

Titre abrégé, etc.

1. 1) La présente loi peut être désignée sous le nom de loi douanière de 2002 (programme de suspension des droits) (Amendement); elle entrera en vigueur à la date fixée par le Ministre dans un avis qui paraîtra au Journal officiel.

2) Dans la présente loi, la loi douanière est désignée sous le nom de "loi principale".

Modification de l'article 2

2. L'alinéa 1) de l'article 2 de la loi principale est modifié par l'insertion de la nouvelle définition suivante:

"par "programme de suspension des droits", on entend la procédure douanière en vertu de laquelle certains biens ou matières peuvent être importés aux îles Fidji en franchise conditionnelle de droits et taxes d'importation, sous réserve que lesdits biens ou matières soient destinés à la fabrication ou à une transformation en vue de leur réexportation ultérieure;"

Modification de l'article 8

3. L'alinéa 2) de l'article 8 de la loi principale est modifié par la suppression du point final qui est remplacé par un point-virgule à la fin du paragraphe g), et est suivi du paragraphe suivant:

"h) les biens relevant du programme de suspension des droits, partie VIIB."

4. L'article 24 de la loi principale est modifié par la suppression de l'alinéa 4) qui est remplacé par l'alinéa suivant:

"4) Si un agent compétent le demande, une caution ou autre sûreté est remise pour l'entreposage de biens, de biens admis en vertu du Décret de 1991 sur les zones franches ou de biens admis au titre du programme de suspension des droits."

Nouvelle partie VIIB

5. La loi principale est modifiée par insertion, après la partie VIIA, d'une nouvelle partie, comme suit:

"PARTIE VIIB – PROGRAMME DE SUSPENSION DES DROITS POUR LES BIENS IMPORTÉS

Pouvoir de délivrer une licence, etc.

36G. 1) Le Contrôleur peut délivrer à toute personne une licence autorisant cette personne à importer et à exporter des marchandises visées par le programme de suspension des droits.

2) Toute personne souhaitant se voir délivrer une licence en vertu de l'alinéa 1) peut en faire la demande auprès du Contrôleur en lui adressant le formulaire prescrit accompagné de la redevance prescrite.

3) Le Contrôleur peut à tout moment, à sa discrétion, révoquer, annuler ou suspendre une licence délivrée en vertu de l'alinéa 1).

4) Lorsque le Contrôleur décide de révoquer, annuler ou suspendre une licence en vertu de l'alinéa 3), il fait parvenir au titulaire de la licence, soit en main propre soit par courrier recommandé, un avis écrit dans lequel il consigne ses conclusions quant aux questions de fait, énumérant les éléments de preuve ou autres pièces justifiant les conclusions auxquelles il est parvenu et motivant sa décision.

5) Le Contrôleur peut à tout moment imposer, pour toute licence délivrée en vertu de l'alinéa 1) les conditions qu'il juge nécessaires pour la protection des recettes ou pour assurer le respect de la présente loi et peut à tout moment révoquer, suspendre ou modifier ces conditions.

6) Lorsque le Contrôleur décide de révoquer, modifier ou suspendre une licence en vertu de l'alinéa 5), il fait parvenir au titulaire de la licence, soit en main propre soit par courrier recommandé, un avis écrit dans lequel il consigne ses conclusions quant aux questions de fait et énumère les éléments de preuve ou autres pièces justifiant les conclusions auxquelles il est parvenu et motivant sa décision.

7) Quiconque ne respecte pas les conditions imposées en vertu de l'alinéa 5) se rend coupable d'un délit et est passible d'une amende de 5 000 dollars des Fidji au maximum.

Règlement

36H. Le Ministre peut arrêter un règlement relatif au fonctionnement ou à l'administration du programme de suspension des droits.

Différends ayant trait au programme de suspension des droits

36I. 1) Le Ministre peut mettre en place, pour une période de trois ans, un groupe d'experts composé des membres suivants:

- a) quatre juristes ayant pratiqué le droit pendant cinq ans au moins;
- b) trois personnes désignées par le Club des exportateurs;
- c) trois agents des douanes.

2) Sous réserve de l'alinéa 3), en cas de différend touchant au respect du fonctionnement ou à l'administration du programme de suspension des droits, les deux parties au différend doivent porter ce dernier devant un comité dont les membres seront choisis parmi les membres du groupe

d'experts créé en vertu de l'alinéa 1), qui sera chargé d'examiner et de trancher le différend. Ce comité sera composé comme suit:

- a) un juriste, qui siégera en qualité de Président;
- b) un membre représentant le Club des exportateurs; et
- c) un agent des douanes représentant les autorités douanières.

3) Si les parties au différend estiment que celui-ci peut être traité par un seul membre du comité, elles doivent convenir d'un praticien du droit membre du groupe d'experts créé en vertu de l'alinéa 1) qui examinera et tranchera le différend.

4) Toute partie à un différend peut faire appel de la décision prise en vertu du présent article auprès de la cour d'appel.

5) Le présent article ne s'applique pas à une décision concernant des questions qui peuvent faire l'objet d'un appel devant la cour d'appel, comme indiqué dans l'annexe.

- 6) Aux fins du présent article, sauf disposition contraire du contexte:

"différend" signifie tout grief ou désaccord de la part du titulaire d'une licence délivrée en vertu de la présente partie de cette loi en ce qui concerne une décision prise soit par le Contrôleur soit par le Club des exportateurs ayant trait au programme de suspension des droits;

"Club des exportateurs" signifie une société, association ou organe constitué de personnes dotées ou non de la personnalité morale engagées par le Contrôleur aux fins du programme de suspension des droits;

les termes "praticien du droit" et "pratique du droit" ont le sens qui leur est donné dans la Loi de 1997 sur les praticiens du droit."

Modification de l'article 92

6. L'alinéa 6) de l'article 92 de la loi principale est modifié par l'insertion après "1991" des mots "ou en vertu de la partie VIIB de la présente loi".

Modification de l'annexe de l'article 174

7. L'annexe à la loi principale est modifiée par suppression, à la fin de l'alinéa iii), du point, qui est remplacé par un point-virgule et suivi du nouvel alinéa ci-après:

- "iv) toute évaluation modifiée arrêtée en vertu de l'article 101A."

Adoptée par la Chambre des Représentants le 4 avril 2002.

Adoptée par le Sénat le 23 avril 2002.

LOI N° 10 DE 2002

J.I. ULUIVUDA
Président

[1^{er} mai 2002]

LOI

PORTANT MODIFICATION DE LA LOI RELATIVE AU TARIF DOUANIER

ADOPTÉE par le Parlement des îles Fidji.

Titre abrégé et entrée en vigueur

1. 1) La présente loi peut être désignée sous le nom de Loi de 2002 relative au tarif douanier (programme de suspension des droits) (Amendement); elle entre en vigueur à la date à laquelle entre en vigueur la Loi douanière de 2002 (programme de suspension des droits) (Amendement).

2) Dans la présente loi, la loi relative au tarif douanier est appelée "loi principale".

Modification de l'article 10

2. L'article 10 de la loi principale est modifié comme suit:

a) à l'alinéa 3) (ajouté par la Loi n° 7 de 2001), supprimer le paragraphe c) et le remplacer par le nouveau paragraphe suivant:

"c) définir le bénéfice que cet avantage représentera pour le pays".

b) renuméroter les alinéas 2) et 3) (ajoutés par la Loi n° 7 de 2001), qui deviennent les alinéas 3) et 4), respectivement.

Modification de l'article 11

3. Le titre de l'article 11 "Le Ministre peut accorder des exemptions ou des réductions des droits de douane pour venir en aide aux entreprises industrielles" est remplacé par "Exemption de droits pour les produits importés en vertu du Décret de 1991 sur les zones franches".

Nouvel article 13A

4. La Loi principale est modifiée par l'insertion, après l'article 13, du nouvel article suivant:

"Exemption de droits pour les biens importés au titre du programme de suspension des droits

13A 1) Le Ministre peut, sous réserve des conditions que le Ministre pourrait juger nécessaires, exempter du paiement de droits l'importation ou l'achat, à partir d'un entrepôt, de biens ou matières si le Ministre estime que ces biens ou matières seront

utilisés par une personne titulaire d'une licence au titre de l'article 36G de la Loi douanière."

Modification de l'article 17

5. L'article 17 de la loi principale est modifié comme suit:

a) à l'alinéa 1) ajouter, après les mots "assujettis à des droits en vertu de l'article 2" à la ligne 1, le texte suivant: "pour les produits autres que ceux importés au titre du programme de suspension des droits";

b) ajouter l'alinéa suivant après l'alinéa 1):

"1A) Lorsque des biens importés assujettis à des droits en vertu de l'article 2 relèvent du programme de suspension des droits et sont, à un moment quelconque durant une période de deux ans à compter de la date d'importation ou de livraison à partir d'un entrepôt, écoulés ou utilisés à des fins autres que celles pour lesquelles ces biens avaient été importés en franchise de droits au titre du programme de suspension des droits, ces biens deviennent passibles de droits au taux et à la valeur en vigueur à la date à laquelle ils ont été écoulés ou utilisés à ces autres fins, comme déterminé par le Contrôleur.";

c) supprimer l'alinéa 2) et le remplacer par le nouvel alinéa suivant:

"2) Toute personne à qui s'applique l'alinéa 1) ou 1A) acquitte les droits dont ces biens sont passibles et, 14 jours au plus tard avant la date à laquelle cette personne écoule ou utilise ces biens à des fins autres que celles prévues, fait rapport au Contrôleur selon les modalités requises par celui-ci pour que ces droits puissent être perçus."; et

d) à l'alinéa 4), ajouter "ou, dans le cas de biens relevant du programme de suspension des droits, dans les deux ans à compter de la date d'importation" après "dans les cinq ans à compter de la date d'importation de ces biens".

Adoptée par la Chambre des Représentants le 4 avril 2002.

Adoptée par le Sénat le 23 avril 2002.

LOI N° 11 DE 2002

J.I. ULUIVUDA
Président

[1^{er} mai 2002]

**LOI PORTANT MODIFICATION
DU DÉCRET RELATIF À LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE**

ADOPTÉE par le Parlement des îles Fidji.

Titre abrégé et entrée en vigueur

1. 1) La présente loi peut être désignée sous le nom de Décret relatif à la taxe sur la valeur ajoutée (Amendement) de 2002. Elle entrera en vigueur à la date fixée par le Ministre dans un avis qui paraîtra au Journal officiel.

2) Dans la présente loi, le Décret de 1991 relatif à la taxe sur la valeur ajoutée est désigné sous le nom de "Décret".

Modification de l'article 14

2. L'article 14 du Décret est modifié comme suit:

- a) à l'alinéa 1), supprimer le membre de phrase "Nonobstant toute disposition du présent décret" et le remplacer par le membre de phrase "Sous réserve de l'alinéa 5)";
- b) à l'alinéa 1), supprimer la clause de réserve;
- c) renuméroter l'alinéa 5), lequel devient l'alinéa 6); et
- d) ajouter après l'alinéa 4) l'alinéa suivant:

"5) Nonobstant toute autre disposition du présent décret, aucune taxe ne sera perçue au titre de la présente partie pour l'importation de biens visés par le Décret de 1991 sur les zones franches ou le programme de suspension des droits."

Adoptée par la Chambre des Représentants le 4 avril 2002.

Adoptée par le Sénat le 23 avril 2002.
